



La France et la question palestinienne: la fin d'une politique française au Proche-Orient?

Nicolas Dot-Pouillard

► To cite this version:

Nicolas Dot-Pouillard. La France et la question palestinienne: la fin d'une politique française au Proche-Orient? . Moyen-Orient, 2017, France: le retour d'une politique arabe? 34. halshs-01565558

HAL Id: halshs-01565558

<https://shs.hal.science/halshs-01565558>

Submitted on 19 Jul 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nicolas Dot-Pouillard

Chercheur au sein du programme WFAW (When Authoritarianism Fails in the Arab World) du Conseil européen de la recherche. Auteur de La Mosaïque éclatée : Une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016) (Acte Sud, Institut des études palestiniennes, 2016)

La France et la question palestinienne : la fin d'une politique française au Proche-Orient ?

En juin 2016 et janvier 2017, la France encourage la relance de négociations israélo-palestiniennes. Mais face à l'intransigeance du gouvernement de Benjamin Netanyahu (depuis 2009), le pari est impossible. L'administration américaine du président Donald Trump, élu en novembre 2016, soutient les politiques de colonisation, et la crise de confiance entre Paris et les Palestiniens est forte.

Le 3 Juin 2016, Paris accueille une Initiative française pour la Paix au Proche-Orient. La France est à l'offensive diplomatique. Israéliens et Palestiniens ne sont pas invités. Mais tout de même : des délégations internationales sont réunies autour du président François Hollande (2012-2017), et de son ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault. Les objectifs sont modestes : se portant au chevet d'un « processus de paix » depuis longtemps moribond, la France prend acte d'une « solution à deux Etats en grave danger » (1).

Des initiatives diplomatiques à contretemps

Pourtant, nul n'est dupe et n'attend à l'époque une relance des négociations israélo-palestiniennes. Le gouvernement de Benjamin Netanyahu a, depuis le 25 mai 2016, intégré l'extrême-droite israélienne d'Avigdor Lieberman dans ses rangs : le leader du parti Israël Beytenou a été nommé ministre de la Défense, tandis que le Foyer juif de Naftali Bennet tient l'Éducation. L'administration de Barack Obama (2009-2017), en froid avec la diplomatie israélienne, a renoncé à exercer toute pression en ce qui concerne le dossier de la colonisation.

Les attentes sont faibles : l'Initiative française tient bien la promesse de convier à Paris, le 15 janvier 2017, une Conférence internationale pour la paix au Proche-Orient – un geste en apparence louable au-regard de l'atonie internationale sur le sujet. Au total, 70 représentants d'États et d'organisations internationales sont alors présents. Mais la Conférence de 2017 a peu d'effets concrets. C'est la politique des vœux pieux qui est à l'œuvre en réaffirmant « solennellement l'attachement de la communauté internationale à la solution des deux Etats, Israël et Palestine, vivant côte à côte en paix et en sécurité ». Trois dossiers principaux sont soumis à l'attention des congressistes par la diplomatie française : le volet économique, la consolidation des capacités du futur État palestinien et le dialogue entre les « sociétés civiles israéliennes et palestiniennes ».

La Conférence française de janvier 2017 vient à contretemps. François Hollande vit alors ses derniers mois à l'Élysée. La présence à Paris du Secrétaire d'État américain aurait pu constituer un signe fort. Mais John Kerry est en fin de parcours : Donald Trump prend les commandes de la puissance américaine cinq jours plus tard, sans cacher ses sympathies profondes pour la droite israélienne la plus dure, menaçant d'installer son ambassade à Jérusalem. Enfin, la diplomatie française peut difficilement s'imposer sur le dossier israélo-palestinien : elle est en perte de vitesse

globale au Moyen-Orient. Sa politique syrienne d'appui à l'opposition, à l'heure de la conférence d'Astana (janvier 2017) parrainée par les Russes, est en échec. Ses partenaires saoudiens sont enlisés dans la guerre au Yémen. L'Iran n'oublie pas la froideur française témoignée à son égard tout au long des négociations sur le dossier du nucléaire, jusqu'au accords de juillet 2015. La France souhaite peser sur l'un des principaux nœuds de conflits proche-orientaux, mais, régionalement, elle n'a plus les moyens de sa politique.

La France et les Palestiniens : une crise de confiance

La volonté française de relancer les négociations israélo-palestiniennes est pourtant louée par le Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et par le président de l'Autorité nationale palestinienne (ANP), Mahmoud Abbas (depuis 2005). Fin novembre 2016, la déclaration finale du septième congrès du Fatah, tenu à Ramallah, en Cisjordanie, salue la position française – la nouvelle direction du Fatah la considère comme l'une des rares portes de sortie réalistes à l'isolement des Territoires occupés.

Cependant, l'engouement palestinien est relatif. Certes, le soutien du président de l'ANP à la politique française est important, mais l'homme est affaibli et contesté jusque dans son propre parti, le Fatah. Le Comité exécutif de l'OLP, l'ANP et le Fatah sont favorables aux différentes initiatives françaises, mais ils manquent de légitimité et de représentativité, alors même que le mouvement national palestinien est divisé quant à une relance possible des négociations. Le Hamas, le Mouvement du Djihad islamique en Palestine (MJIP) mais aussi les gauches palestiniennes du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) et du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) ne taisent pas leurs critiques à l'encontre de l'Initiative de juin 2016 et de la conférence de janvier 2017. Ces formations s'inquiètent que le droit au retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres ne soit pas mentionné dans les déclarations finales. Surtout, elles pensent que la Conférence de Paris cherche moins à sauver les Palestiniens de la colonisation qu'à offrir une dernière bouée de sauvetage à une institution en crise et contestée, l'ANP.

La crise de confiance entre les Palestiniens – hormis le Fatah et la direction de l'OLP – et la France était déjà profonde sous le mandat de Nicolas Sarkozy (2007-2012). Elle l'est encore plus depuis 2012, avec l'arrivée de François Hollande à la présidence de la République. L'initiative de Paris de juin 2016, la Conférence de janvier 2017, viennent trop tard : l'image du leadership socialiste est depuis longtemps écornée. Déjà, en janvier 2013, la gauche du FPLP manifestait devant l'Institut français de Gaza pour exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah, un ancien membre des Forces armées révolutionnaires libanaises (FARL), emprisonné à Lannemezan, au sud de la France¹. C'est alors le ministre de l'Intérieur de l'époque, Manuel Valls (2012-2014), qui avait refusé de signer l'arrêté d'expulsion de ce Libanais un temps proche du FPLP.

Mais c'est surtout lors de la guerre israélienne sur Gaza de l'été 2014 que la crise de confiance entre la France et les Palestiniens s'approfondit : le 9 juillet 2014, un premier communiqué du président François Hollande affirme sa solidarité totale avec Israël, sans évoquer les pertes civiles du côté palestinien. Il faut attendre le 4 août

¹ Georges Ibrahim Abdallah est un activiste libanais proche du Front Populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), et fondateur des Forces armées révolutionnaires libanaises (FARL). Il est condamné en 1986 à une peine de réclusion à perpétuité en France pour l'assassinat d'un diplomate israélien et d'un attaché militaire américain, en 1982. Emprisonné à Lannemezan, il est, selon le droit français, libérable depuis 1999.

pour voir les bombardements israéliens sur la bande de Gaza plus fermement dénoncés par un communiqué moins ambigu du quai d'Orsay. L'interdiction d'une manifestation de solidarité avec la bande de Gaza, dans le quartier de Barbès, à Paris, le 19 juillet 2014, suivie de l'interpellation par les forces de police de 38 activistes pro-palestiniens, n'est pas non plus passée inaperçue dans les médias palestiniens et arabes – les images des affrontements entre manifestants et policiers ont été diffusés en direct sur les chaînes télévisées panarabes Al-Jazeera ou Al-Mayadeen. Elles ont été particulièrement commentées sur les réseaux sociaux palestiniens.

Les relations avec le Hamas, aux commandes de la bande de Gaza, relèvent enfin de la plus franche hostilité. En décembre 2014, la France s'insurge contre une décision du Tribunal de l'Union européenne (UE) annulant l'inscription du Hamas sur la liste des organisations terroristes. En mars 2016, le Mouvement de la résistance islamique organise des manifestations devant l'Institut français de Gaza pour protester contre l'interdiction de sa chaîne télévisée Al-Aqsa sur les réseaux français Eutelsat. Si Paris demeure officiellement favorable à une réconciliation inter-palestinienne, elle n'en a pas moins plusieurs fois souligné que la constitution d'un gouvernement d'union nationale palestinien devait exclure les ministres du Hamas.

Lorsque la Conférence de Paris de janvier 2017 souhaite promouvoir le dialogue entre les « sociétés civiles israéliennes et palestiniennes », le doute ne peut que s'instaurer parmi les Palestiniens : la « société civile palestinienne » – associations de défense des Droits de l'homme, mouvements de paysans et de femmes, syndicats indépendants de travailleurs, collectifs locaux mobilisés contre l'appropriation de terres palestiniennes par les colons israéliens – est en effet engagée dans une campagne de « boycott, désinvestissement et de sanctions » (BDS) contre Israël. Cette campagne, lancée dans les Territoires palestiniens en juillet 2005 par 172 mouvements associatifs et syndicaux palestiniens, internationalement relayée depuis, a un caractère civil et pacifique marqué – et est indépendante des partis politiques. Or, les autorités françaises se sont depuis longtemps opposées à toute logique de « boycott » de produits israéliens. En octobre 2015, un arrêt de la Cour de cassation française prête à la campagne BDS un « caractère discriminatoire » marqué – alors même que quelques semaines plus tard, l'UE demande d'étiqueter les produits israéliens en provenance des colonies israéliennes, provoquant la fureur des autorités israéliennes.

En somme, la société civile palestinienne ne se retrouve pas dans l'offre française : elle est moins attentive aux différentes initiatives pour la paix – qui lui semble loin – qu'à ce qu'elle perçoit comme une criminalisation par la justice française d'une campagne internationale dont elle est à l'origine. Pour la France, une campagne de boycott international des produits israéliens est lourde de danger : elle stigmatiserait la société israélienne toute entière. Au contraire, pour les Palestiniens, l'instrument du boycott s'inspire de l'expérience des campagnes internationales visant le régime d'apartheid sud-africain dans les années 1980 ; cet outil constituerait le seul moyen effectif de peser dans le rapport de force avec Israël.

Deux regards palestiniens sur la France

Le regard palestinien sur la politique française dans les Territoires occupés est cependant contrasté. La perception palestinienne de la France est certes tributaire d'une politique souvent perçue comme fondamentalement pro-israélienne – Nicolas Sarkozy et François Hollande sont tous deux suspectés d'être trop proches des Premiers ministres israéliens successifs. La campagne électorale pour les élections présidentielles et législatives de mai 2017 n'encourage pas non plus les Palestiniens à

la confiance : si pratiquement l'ensemble des candidats à la présidentielle disent soutenir le principe d'un État palestinien sur les frontières de 1967, c'est souvent le soutien à Israël qu'ils mettent en avant. Emmanuel Macron, en voyage à Beyrouth le 23 janvier, a rejeté l'idée de reconnaître un État palestinien sans accord entre les deux parties israéliennes et palestiniennes – tout en critiquant la campagne internationale BDS. Ses déclarations ont entraîné, dans la presse libanaise, une vague de critiques appuyées, le Liban étant un pays officiellement en guerre avec l'État hébreux. Le Front national de Marine Le Pen tente d'opérer un discret rapprochement avec Israël : fin janvier 2017, son secrétaire général, Nicolas Bay, se rend à Tel-Aviv. François Fillon, candidat des Républicains, fustige en novembre 2016 l'abstention de la France à l'UNESCO lors d'un vote controversé sur Jérusalem – qui faisait bien référence aux trois religions du Livre, mais qui ne mentionnait pas le mont du Temple. Seuls peut-être le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, ou le vainqueur des primaires de gauche et membre du Parti socialiste, Benoît Hamon, se sont distingués en soutenant plus fermement le principe d'une reconnaissance sans condition d'un État de Palestine.

Les peurs palestiniennes de voir la France s'engager toujours plus dans un soutien tout azimut aux politiques israéliennes de colonisation – notamment dans le cadre d'un paradigme anti-terroriste de plus en plus fort depuis les différentes vagues d'attentats à Paris et à Nice – est indéniable. Mais la France n'est pas toujours démonisée. Les Palestiniens sont aussi attentifs aux politiques de coopération décentralisée impulsée par le Consulat général de France à Jérusalem, de jumelages de mairies françaises avec les collectivités locales palestiniennes, mais aussi au dynamisme d'associations françaises depuis longtemps engagées dans le soutien aux revendications d'auto-détermination palestiniennes, l'Association France-Palestine solidarité (AFPS) n'en étant qu'un exemple. Les campagnes de soutien de certaines mairies françaises – majoritairement communistes – au leader du Fatah emprisonné en Israël Marwan Barghouti² ne sont pas non plus passées inaperçues en Cisjordanie et à Gaza. Enfin, le soutien économique de Paris aux Territoires occupés et aux institutions de l'Autorité nationale palestinienne est fort : près de 40 millions d'euros en 2016, dont un tiers à la bande de Gaza. Le ministère des Affaires étrangères est enfin particulièrement actif en matière de coopération culturelle et universitaire avec les Palestiniens, au-travers de l'Institut français, mais aussi de ses centres de recherches scientifiques en Cisjordanie et à Jérusalem Est.

La France est donc objet de deux regards contrastés de la part des Palestiniens. D'une part, d'anciens et de futurs gouvernants suspectés de toujours céder un peu plus aux desideratas israéliens. De l'autre, des politiques de coopérations culturelles et économiques permettant de désenclaver – dans la mesure du possible et le plus souvent de manière relative – les Territoires palestiniens, et l'existence d'un tissu associatif et politique depuis longtemps favorable aux revendications palestiniennes. D'où également un regard palestinien glorifiant une « politique arabe de la France » passée et passablement idéalisée (2). À l'été 2014, à l'heure de la guerre israélienne sur la bande de Gaza, les réseaux sociaux palestiniens, tout en s'attaquant violemment à François Hollande et à son ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius (2012-2016), diffusent sur Facebook et Twitter les images d'un président Jacques Chirac

² Marwan Barghouti a été condamné par les autorités israéliennes à cinq peines de réclusion à perpétuité en 2002. Figure populaire du Fatah, il a été élu membre de son Comité central et de son Conseil révolutionnaire lors de la septième conférence du Fatah avec le plus nombre de voix des congressistes.

(1995-2007) dans la vieille ville de Jérusalem, en octobre 1996 : il avait alors eu une altercation verbale et physique avec des soldats israéliens. Jacques Chirac serait alors l'anti-Sarkozy et l'anti-Hollande. Ce sont aussi les images de la cérémonie d'hommage à Yasser Arafat (1929-2004) à l'aéroport de Villacoublay, en novembre 2004, qui sont mises en avant : la Garde républicaine française avait alors joué la Marseillaise et l'hymne nationale palestinien, tandis que le cercueil du défunt dirigeant était porté par des hommes de l'armée de terre, avec les honneurs d'un chef d'État.

Pour les Palestiniens, il y aurait ainsi deux France : celle de l'ambassade de Tel-Aviv et celle du consulat à Jérusalem. La France de Jacques Chirac et la France de François Hollande. Ces oppositions ne sont pas nouvelles : il y eut bien dans les perceptions palestiniennes de la politique moyen-orientale de Paris la France coloniale du président du Conseil Guy Mollet (1956-1957), qui, le 30 octobre 1956, obtient un vote de confiance de l'Assemblée nationale pour attaquer l'Égypte aux côtés des troupes israéliennes et du Royaume-Uni, et la France de Georges Pompidou (1969-1974), qui, au début des années 1970, tolère les activités d'un bureau palestinien de l'OLP sous la direction de Mahmoud Hamchari (1939-1973) (3).

L'avenir incertain d'une politique indécise

Cette crise de confiance entre la France et les Palestiniens n'induit pas pour autant une sympathie marquée des Israéliens envers les autorités françaises. Au contraire. Le 26 décembre 2016, le ministre de la Défense israélien, Avigdor Lieberman, compare la Conférence de Paris à une « nouvelle affaire Dreyfus » (4). Un an plus tôt, les autorités israéliennes avaient refoulé de l'aéroport de Tel-Aviv une jeune française, enceinte, rattachée au Consulat de France à Jérusalem, Elsa Lefort, qui bénéficiait pourtant d'un « visa de service » israélien valable jusqu'en octobre 2016. Pour le gouvernement israélien, ni l'opposition française à la campagne BDS, ni l'opposition de Paris au Hamas ne suffisent. Les gages ne sont pas assez forts. Plus, pour Israël, la France est allée déjà trop loin, en votant, en novembre 2012, en faveur du statut d'État observateur non membre de la Palestine aux Nations unies.

En dépit de la politique des petites vexations israéliennes, Paris maintient donc un cap incertain : c'est la politique des équilibres, entre reconnaissance toujours timide du principe d'un État palestinien, condamnation de la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est d'un côté, refus de toute sanction économique ou politique à l'encontre d'Israël de l'autre. La politique française tend souvent à renvoyer Israéliens et Palestiniens à leurs responsabilités respectives, sans tout à fait prendre en compte l'asymétrie d'un conflit n'opposant pas deux États souverains, mais bien, en vertu du droit international, une puissance occupante à des populations occupées. Qui plus est, une partie du spectre politique français, de gauche à droite, tend de plus en plus, ces dernières années, à s'identifier à Israël, dans le contexte de la lutte anti-terroriste, alors même que le phénomène djihadiste demeure minoritaire chez les Palestiniens, et que leurs principales organisations représentatives s'inscrivent dans une logique plus typiquement nationaliste. Or, en privilégiant le Fatah et une ANP en crise, et en excluant de fait les autres composantes du mouvement national palestinien de toute processus de négociation, la France s'est privée d'une carte diplomatique à l'avenir.

D'autres puissances adoptent une politique plus pragmatique : alors que Paris organise sa Conférence pour la paix du 15 janvier 2017, la Russie accueille le même jour, à Moscou, l'ensemble des factions palestiniennes, du Fatah au Hamas, en passant par le FPLP et le FDLP, pour une réunion de conciliation inter-palestinienne. Tandis que la France travaille à une conférence sans grand lendemains, et en

l'absence remarquée des Israéliens et des Palestiniens, Moscou marque des points au sein même du champ politique palestinien, en jouant les grands réconciliateurs – sans pour autant s'aliéner Israël, avec qui la Russie maintient des relations économiques et politiques privilégiées. Comme en Syrie, l'année 2017 pourrait bien marquer une nouvelle étape dans la marginalisation régionale d'une France indécise. **Nicolas Dot-Pouillard**

NOTES

(1) Voir le dossier « Israël/ Territoires palestiniens. Conférence pour la paix au Proche-Orient », 15 janvier 2017 : www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/israel-territoires-palestiniens/processus-de-paix/initiative-pour-la-paix-au-proche-orient/article/israel-territoires-palestiniens-conference-pour-la-paix-au-proche-orient-15-01

(2) Manon-Nour Tannous, « Vu de l'étranger : à la recherche de la politique arabe de la France », in *Diplomatie*, novembre-décembre 2016, p. 69-73.

(3) Samir Kassir et Farouk Mardam-Bey, *Itinéraires de Paris à Jérusalem : La France et le conflit israélo-arabe (1917-1991)*, Institut des études palestiniennes, 1991.

(4) Alain Gresh, « La dernière gifle de Benjamin Netanyahu à François Hollande », in *Orient XXI*, 13 janvier 2017. Consultable sur <http://orientxxi.info/magazine/la-derniere-gifle-de-benjamin-netanyahou-a-francois-hollande,1660>